



PressMob

Édition écrite

Les tops guns de la vampirisation des ressources publiques en santé

Michel Jetté
Cinéaste
Cofondateur GMob

Voilà qu'on nous annonce un possible déficit d'un milliard \$ qui amènera des compressions en santé. L'un des grands responsables de ce déficit : le recours au privé. L'obsession de la CAQ pour le privé n'est pas nouvelle : annonces de fonds d'un demi-milliard de dollars pour des cliniques privées, 2 mini-hôpitaux privés, des milliards qui s'envolent vers des agences privées, d'autant plus que Dubé a annoncé qu'il embauchera des « tops guns du privé » comme gestionnaires dans le réseau, car aucun haut fonctionnaire de notre système public de santé n'est assez compétent pour la job ! Mépris ?

Les conditions difficiles auxquelles les hôpitaux font face ne sont pas apparues spontanément. Pour qu'un système public de santé puisse implorer, c'est parce que des politiciens et des gestionnaires ont fait ce qu'il y avait à faire pour le rendre dysfonctionnel. Depuis les années 90, le réseau public de santé au Québec subit les assauts de politiciens conservateurs qui veulent ouvrir la porte aux groupes d'actionnaires privés. Que ce soit le virage ambulatoire de Bouchard, les premières fusions d'établissements sous le gouvernement Charest et l'ouverture des chirurgies aux assurances privées par Philippe Couillard, alors ministre de la Santé au début des années 2000. C'est ce même Couillard qui a déclenché l'ère d'austérité, lorsqu'il devint en 2015, premier ministre du Québec. Sous de faux prétextes, aujourd'hui largement documentés, lui et son ministre de la santé, Gaétan Barrette allaient déclencher l'une des pires réformes de notre

système de santé par des compressions budgétaires et des mégafusions d'établissements qui allaient permettre l'arrivée massive d'acteurs privés qui allaient déstabiliser encore plus le système public de santé.

La CAQ fait pire! En fusionnant tous les établissements dans une seule agence en mêlant public et privé cela facilite insidieusement le transfert de ressources financières vers ces groupes d'actionnaires privés. Certains comparent ce processus au parasite qui colonise son hôte pour se nourrir.

On pourrait se demander : « quel intérêt pousse nos politiciens à faire cela »? C'est certainement une bonne façon de poser la question : « Quel intérêt »? Depuis le début de sa création, le système public de santé représente une part fabuleuse du budget du Québec : aujourd'hui c'est plus de 40 milliards de nos dollars qui composent cette ressource publique. Et cette ressource financière fait l'envie depuis toujours à de grands groupes d'actionnaires privés dont sont issus bon nombre de nos élu.e.s politiques et pour lesquels leur cercle d'influence se trouve avant tout dans le domaine des entreprises privées. Et pour servir ces intérêts privés, ces politiciens, tous partis confondus, devaient avant tout affaiblir le système public de santé: compresser ses ressources. Ça ne prend pas une lumière pour comprendre que lorsqu'il y a moins de ressources, il y a moins d'accessibilité. Le système commence à s'enrayer, se disloquer comme on peut le voir aujourd'hui.

Et voilà que le privé semble par magie venir au secours du public.

Voilà l'un des pires mensonges véhiculés ces dernières années. Ce n'est pas le privé qui vient au secours du public, c'est le public qui nourrit le privé. En réalité, financer le privé est une autre façon de couper sa ressource, ce qui s'apparente à un détournement d'un bien commun. Autrement dit, en plus de ne pas recevoir les fonds nécessaires, car vampirisés par le privé, le réseau perd d'autant plus notre argent qui s'envole sous la forme de profits qui se retrouvent dans les poches d'actionnaires privés sans jamais retourner dans le système public. Dernièrement, le gouvernement Legault a accepté de faire passer de 10 à 15% la marge de profit des compagnies privées impliquées dans les services en santé. Ce sont des centaines de millions qui disparaissent du réseau. Cette forme de dilapidation de notre argent n'existe pas dans le système public de santé.

Nous sommes donc devant la dépossession d'un bien commun. Comment un citoyen le moins alerte peut croire que donner des centaines de millions à des groupes privés plutôt que de les investir dans le réseau de la santé, cela va améliorer le réseau en question ?

J'oubliais la raison fondamentale : réduire les listes d'attente. Pour ce faire, nos politiciens comptables ont trouvé comme solution, de financer un autre réseau parallèle privé plutôt que le public. Comment croire que des cliniques et des hôpitaux privés qui s'accaparent de milliards de nos dollars et qui vont en plus entrer en compétition avec le réseau public pour les services d'infirmières, les médecins et les ressources vont faire baisser les listes d'attente au public ? D'autant plus qu'il est documenté que tout cela nous coûte plus cher ! Nous sommes face à des prédateurs dont le champ de prédation est notre ressource publique au profit d'actionnaires privés. Ce détournement de cette ressource par une petite frange d'hommes et de femmes issus du privé et adeptes de l'idéologie néolibérale doit être considéré comme un vol de masse car aucune logique ne le justifie... à part la logique du profit. Au final, les Québécois et Québécoises réalisent qu'il doivent s'organiser pour protéger leur ressource publique. Des groupes citoyens devront réinvestir les lieux de pouvoir du système public de santé afin de stopper cette forme de prédation financière. En attendant, la CAQ devrait aussi tenir compte du sort réservé aux tops guns du privé qui étaient aux commandes de l'ancien gouvernement libéral.

(2



LANCEMENT

SUR LES AILES DE L'AIGLE
André Bélisle et
Philippe Bélisle

PROCUREZ-VOUS
[ICI](#)

EDITIONS
SOMME
TOUTE

LAST CALL CLIMATIQUE

Introduction au Plan d'action de la DUC*
(*Déclaration citoyenne universelle d'Urgence Climatique)

Pour une mobilisation vitale

Lisez

(cliquez pour télécharger)

LE PLAN

DE LA DÉCLARATION D'URGENCE CLIMATIQUE
Version 5.0